

Contre la guerre d'Algérie les travailleurs se mobilisent (page 6-7)

Un document confus et contradictoire :
Les THESES pour le 14^{ème} CONGRES
du P. C. F.

(page 4 et 5)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Spontanément les masses se dressent contre la guerre d'Algérie Imposons aux directions du P.C.F. du P.S. et des syndicats ouvriers LE FRONT UNIQUE POUR LA GREVE GENERALE contre la Guerre d'Algérie

Guy Mollet a eu la « confiance » de l'Assemblée nationale. Mais c'est un vote qui sera sans lendemain, car tous les problèmes — et, en premier lieu, celui de l'Algérie — vont se poser avec plus d'acuité.

Au Parlement, le ton a été donné par les enragés, ceux qui appellent à la guerre et à la répression à outrance. Ils ont fait des ovations à ce « socialiste » Lacoste, affirmant tout à la fois que la pacification n'est pas la guerre et qu'il fait la guerre, déclarant que dans trois mois la paix serait rétablie alors qu'il en avait dit tout autant trois mois plus tôt.

Dans le camp bourgeois, on ne peut manquer de souligner le silence sur l'Algérie de Mendès-France, Edgar Faure, Pinay et d'autres qui savent fort bien qu'ils sont engagés dans une aventure, mais qui ignorent comment s'en sortir.

En attendant, c'est à un gouvernement à direction socialiste qu'ils confient le soin de poursuivre la sale besogne.

Le groupe parlementaire socialiste a évidemment voté la confiance à Guy Mollet. Mais chacun sait que la majorité du P.S. est contre la politique suivie en Algérie. L'ordre du jour de confiance était signé par Depreux, le même qui, à la Fédération socialiste de la Seine, exprimait son désaccord avec la politique de Lacoste.

L'abstention du P.C. ajoute à l'équivoque d'une situation trouble. La direction du P.C.F. aurait voulu soutenir Guy Mollet ; elle est pour le maintien de la « présence française » (Waldeck Rochet l'a dit presque explicitement), car Moscou n'a pas confiance dans les masses nord-africaines et craint de voir l'impérialisme américain faire la relève de l'impérialisme français. Mais la direction du P.C.F. se souvient aussi du tollé soulevé dans son parti par le vote des pouvoirs spéciaux. Et elle sait, mieux que quiconque, la pression grandissante des masses contre la guerre menée en Algérie.

La presse bourgeoise et les professionnels du patriotisme dénoncent l'action du P.C.F. dans les manifestations actuelles. La réalité est que la direction du P.C.F. n'a donné et ne donne aucune politique, aucune directive à ses militants. Ceux-ci se trouvent englobés

dans un mouvement populaire grandissant, le mouvement qui a commencé en août 1953, qui s'est poursuivi l'an dernier avec Nantes et Saint-Nazaire, et qui — à présent — acquiert une ampleur de plus en plus grande et qui peut et doit tout emporter devant lui.

Lorsqu'à la fin de 1955, Edgar Faure procéda à un premier rappel de disponibles, les manifestations furent avant tout des manifestations de rappelés. A présent, ceux qui partent sont partout accompagnés à la gare par la population. C'est spontanément que se produisent ces manifestations qui pren-

nent, aux premières provocations de la police et des C.R.S., des formes violentes.

C'est une véritable poussée révolutionnaire qui se développe dans tout le pays. De plus en plus nombreux sont les militants du P.C. et de la C.G.T. qui le comprennent et qui se posent la question : comment faire triompher ce mouvement ? Comment, en cet anniversaire de Juin 36, assurer une victoire stable, définitive, des travailleurs ?

La situation ne peut se prolonger beaucoup.
Pierre FRANK

(Suite en dernière page)

Pour mieux faire connaître la pensée du
Trotskysme en France

mieux aider et accélérer l'évolution
révolutionnaire des militants communistes
et de tous les militants ouvriers

mieux travailler ainsi à la construction
d'une véritable direction révolutionnaire
des masses,

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

paraîtra désormais

CHAQUE QUINZAINE

SUR 8 PAGES

PROCHAIN NUMERO LE 25 JUIN 1956
AIDEZ-NOUS A LA DIFFUSER, SOUSCRIVEZ POUR LE LANCEMENT
DE « LA VERITE DES TRAVAILLEURS » BI-MENSUELLE

Solidarité contre la répression

L'intensification de la répression policière devait inévitablement accompagner les mesures de mobilisation en vue de la reconquête de l'Algérie. L'emprisonnement des militants trotskystes a été le prélude de la généralisation des mesures répressives.

La saisie de « La Vérité » et du « Libertaire » (dont trois rédacteurs, Caron, Joulin et Fontenis ont été, le 26 mai dernier, condamnés à des peines de plusieurs mois de prison avec sursis et à de lourdes amendes), a été suivie de la saisie de « l'Humanité », de la « Marseillaise » de l'Hérault et de la suspension de « l'Echo du Centre ». La saisie systématique, semaine après semaine, de « La Vérité » constitue une atteinte intolérable à la liberté de la presse qui devrait soulever la protestation unanime de toute la classe ouvrière.

Les inculpations pleuvent de toutes parts et les arrestations se multiplient. Il devient difficile de faire un tableau complet de toutes les mesures répressives tant les coups de la justice

bourgeoise se multiplient de jour en jour.

La défense commune doit s'étendre à toutes les victimes de la répression sans distinction. On doit s'élever contre l'inculpation du professeur Mandouze dont le cours à l'Université d'Alger a été suspendu pour complaire aux étudiants colonialistes.

Il faut imposer la libération du cheminot Maurice Gouin, inculpé « d'entrave à la marche d'un train et de provocation de militaires à la désobéissance » ; du militant communiste Lucien Chapelain accusé d'avoir participé à la manifestation de Saint-Aignan ; de l'instituteur Gaston Fanton, de la Creuse, de Jacques Vigier, du secrétariat fédéral du P.C.F. de l'Indre-et-Loire, accusé d'avoir participé à une manifestation en gare de Tours ; de Maxime Bonnet, instituteur de Valençay, incarcéré au fort de Hâ.

Il faut imposer la libération du catholique de Maisons-Neuf, incarcéré à Alger dans des conditions d'arbitraire invraisemblables, et la libération de la journaliste Claude Gérard.

De nombreux témoignages de solidarité continuent à nous parvenir. Des militants nous font connaître leur indignation contre les mesures de répression et l'arbitraire dont notre parti a été la victime et viennent apporter leur appui matériel en versant à notre souscription : « Soutien aux emprisonnés ». A tous nous voulons renouveler ici nos remerciements, en nous excusant auprès de ceux qui n'ont pas reçu directement nos messages.

Divers camarades nous ont écrit pour joindre leurs signatures à l'appel protestant contre l'emprisonnement de P. Frank, S. Minguet, R. Bouvet et J. Weill. A la longue liste des intellectuels et militants que nous avons publié dans notre dernier numéro, il faut donc ajouter les noms de P. Duthel, secrétaire général du S.N.I. (section du Rhône), Gibelin et Danos, militants C.G.T.-F.O., Louis Houdeville, de la Nouvelle gauche, et Fred Rospars, instituteur du Finistère.

A la veille de la libération de nos camarades, une nouvelle protestation énergique a été émise contre la prolongation arbitraire de leur détention. Parmi les signatures recueillies pour ce nouvel appel, citons celles de Pierre Naville, Daniel Guérin, Maurice Nadeau, Jean Cassou, Edgar Morin, Michel Léiris et du professeur Marrou.

Nous avons reçu également un ordre du jour du Syndicat des instituteurs, section du Rhône, « demandant la libération immédiate des militants incarcérés : Frank, Minguet, Bouvet et J. Weill ». Une pétition reprenant ces mêmes termes nous a été adressée par 24 membres du personnel du centre d'apprentissage de l'Enseignement technique de la rue du Dr-Potain, Paris-19^e.

La justice militaire a dû lâcher prise et fut contrainte de prescrire l'élargissement des trois militants de notre parti et de J. Weill, membre de la Nouvelle gauche, au terme de 5 semaines d'emprisonnement. Les multiples inculpations et arrestations de ces dernières semaines, atteignant les organisations et les militants les plus divers, allant des trotskystes et des membres du P.C.F. jusqu'aux éléments libéraux bourgeois et certains milieux catholiques, indiquent bien que la vague de répression d'un gouvernement aux abois n'en est qu'à ses débuts.

Il est regrettable qu'un front solide contre la répression ne parvienne à prendre corps. Au stade actuel, il serait relativement facile de faire reculer la répression, mais il n'en sera pas toujours ainsi, si l'on laisse pourrir la situation et si, faute d'une action organisée, la démoralisation commençant à se faire sentir à l'intérieur de la classe ouvrière.

Nous recevons de la Fédération Communiste Libertaire le communiqué suivant :

« Le Libertaire », organe de la Fédération Communiste Libertaire, a été SAISI à l'imprimerie ce matin, 6 juin 1956, à 8 h. 30, sur ordre du Préfet de Police en accord avec le ministère de l'Intérieur.

La raison officielle invoquée pour la saisie est que ce numéro porterait atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

Or, qu'en est-il en réalité ? Ce numéro ne portait AUCUN article relatif à la situation en Algérie, se bornant strictement à informer sur la situation EN FRANCE. Il portait en grand titre : « A BAS GUY MOLLET-LA GUERRE ! » et en sous-titre : « APRES LE VOTE DE CONFIANCE, IL NE RESTE QUE DEUX ISSUES : ACTION DIRECTE OU FASCISME ».

Cette saisie est donc un nouveau pas en avant dans l'arbitraire : il n'existe plus de liberté politique, de liberté d'opinion.

SOMMES-NOUS DEJA DANS UN REGIME FASCISTE ? Auquel cas, tous les militants révolutionnaires, tous les travailleurs connaissent leur devoir, qui est de lutter par tous les moyens dont ils disposent contre la dictature, ainsi qu'ils ont su le faire il y a 12 ans, contre une autre dictature fasciste !

Paris, le 6 juin 1956

Abonnez-vous à

La Vérité des Travailleurs

C. C. P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu

La souscription de soutien aux militants emprisonnés s'est poursuivie après leur libération. Nous remercions ici tous les camarades ci-dessous mentionnés qui ont ainsi participé à notre lutte contre la répression :

Collecte des travailleurs de la S.N.E.C.M.A. (Billancourt) :	
1 ^e liste	5.074
2 ^e liste	1.300
LE BAR	5.000
COLLE	1.000
FOURNE	1.000
MICHEL	2.000
BERT	1.000
MAG	9.500
B.	500
R.	500
BERT	2.000
FRED	1.000
DUTHEL	500
MARTIN	200
D. MARTINET	2.000
J. MAL	1.000
CLAUDE	1.000
LE VIEUX	500
THIERS	10.000
PAUL	3.300
LAURE	1.500
BRUN	1.500
ROB	750
RIC	500
ALF	250
JULES	250
HUN	250
CL.	500
PIERRE ARB	500
S. de Belgique	800
Un groupe d'amis belges	4.000
BORD	200
MY	850
BER (Bretagne)	1.000
BAL.	2.000
ALB.	1.000
TUR.	1.000
Total	65.224
Total précédent	39.750
Total général	104.974

Un large Comité de patronage politique et syndical lance une nouvelle collection de BROCHURES POPULAIRES

SAVOIR POUR AGIR
à 75 frs (par 10 : 65 francs, par 20 : 60 frs)
C.C.P. Parisiana S.A.R.L. 10-73582

PARU
LE FASCISME, promesses et réalités,
par Daniel GUERIN
Numéro 2 (à paraître aussitôt après) :
LE POUJADISME DEMASQUE
par Daniel BRIDIER
LIBRAIRIE DES SCIENCES HUMAINES
13, rue de la Montagne-Sainte-Genève,
Paris-5^e
Envoyez vos commandes dès maintenant !

ABONNEMENT

10 n^{os} : France 300 fr.
Etranger 500 fr.
Sous pli fermé .. 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu - Paris (2^e)
C.C.P. 6965-68 PARIS

NOM
Prénom
Profession
Adresse
Je vous adresse la somme de

SOUSCRIVEZ

pour

« La Vérité des Travailleurs »

VIENT de PARAITRE

le Tome 1 de

« ECRITS »

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur l'économie soviétique, la situation internationale, la question du désarmement

Des études plus actuelles que jamais

Le Volume ; 1000^{fr}francs

LA VRAIE BIOGRAPHIE DE STALINE

La revue des historiens soviétiques « Problèmes d'Histoire » vient de révéler que Staline n'a pas joué en 1905 le rôle primordial que lui accordait sa biographie officielle et surtout, qu'en 1917, à son retour de Sibérie, il a, avec Kamenev, infléchi fortement à droite la ligne du parti bolchevik et s'est trouvé opposé aux « thèses d'avril » soumises par Lénine à son retour en Russie. Ces « révélations » se trouvaient déjà dans « l'Histoire de la Révolution russe » de Trotsky (voir dans le tome I, les chapitres : Lénine et les bolcheviks; le réarmement du parti).

L'article des « Problèmes d'Histoire » présente aussi Zinoviev et Kamenev comme des « camarades ». Il montre qu'en pleine période de révolution, il y avait des tendances et des fractions dans le parti bolchevik. Autre point important : Staline et Kamenev défendaient la conception d'une révolution par étapes, en opposition à Lénine qui mit en avant la nécessité de la lutte pour le pouvoir ouvrier afin de réaliser les tâches démocratiques, on retrouve là la théorie de la révolution permanente.

Revenons à la biographie de Staline. Il a gonflé son rôle en 1905; faussé ses positions en 1917; il aurait, selon Khrouchtchev, bafoué la démocratie du parti à partir de 1934, affaibli la

défense militaire de l'U.R.S.S., favorisé le régime policier, entraîné la rupture avec la Yougoslavie, etc.

Mais alors, quels sont ses mérites? Pour les gouvernants actuels, il ne reste pour l'instant que la période suivant immédiatement la mort de Lénine, il aurait défendu les positions léninistes (et encore, avec des méthodes condamnable!). En fait, ces gouvernants actuels ne plaident pas pour Staline, mais pour eux, pour la période qui a vu le prolétariat soviétique écarté du pouvoir et battu par la bureaucratie. Sur ces quelques années aussi, la vérité ne tardera plus à triompher.

Au moment où nous paraissons, commence la publication du discours de Khrouchtchev.

Nous y consacrerons un article dans notre prochain numéro.

Militants du P.C.F., pourquoi ce rapport, est-il publié par le Département d'Etat de Washington? Pourquoi « l'Humanité » n'en a-t-elle rien dit à ce jour?

7-6-1956

Une autocritique dont pourrait s'inspirer le P. C. F.

Le numéro du 22 avril du « Daily Worker », organe du P.C. des Etats-Unis, publie un compte rendu d'une conférence de John Gates, rédacteur en chef du journal, où l'on peut lire le passage suivant :

« Parmi les erreurs commises par le Parti communiste américain, Gates a cité le fait qu'il n'ait pas mené une lutte contre la condamnation des trotskystes en vertu du Smith Act. Car, bien que nous désapprouvions les vues politiques des trotskystes, cela ne justifie pas notre faute de n'avoir pas pris une position très nette concernant leur arrestation et leur condamnation. »

Le procès de Minneapolis, intenté à nos camarades trotskystes américains eut lieu en 1942. Ils avaient été arrêtés, poursuivis et condamnés en vertu de la loi Smith, celle qui sert aujourd'hui à poursuivre et condamner les dirigeants communistes aux U.S.A.

Le Parti communiste américain, alors dans la ligne de la lutte en commun avec les impérialistes « démocratiques » contre Hitler, avait fait chorus avec la réaction bourgeoise pour approuver la condamnation de nos camarades. La position récemment prise par le Parti communiste américain et citée plus haut est significative des problèmes que sont amenés à se poser les membres de base des partis communistes dans le monde à la suite des récents événements d'Union soviétique, et que leurs directions sont dans certaines conditions contraintes de refléter. La direction du Parti communiste français et « l'Humanité », qui n'ont pas encore trouvé un mot à dire sur les poursuites et les arrestations dont les militants de notre parti ont été victimes, feraient bien de s'inspirer de cette autocritique d'un de leurs partis frères.

POUR UN VERITABLE RETOUR A LENINE

La brochure contenant la lettre de la IV^e Internationale aux militants des Partis Communistes et le Testament de Lénine est parue.

Dans les kiosques et les gares : 50 francs.

Diffusez-là auprès des membres du Parti Communiste Français.

Les 10 : 400 francs.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline lisez :

LEON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.
Ma Vie, édition abrégée 250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.) 1.800 fr.
La Révolution trahie 600 fr.
Staline 750 fr.

Le programme de transition de la IV^e Internationale.

ROSMER

Moscou sous Lénine 600 fr.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

Envoyez vos commandes au S. E. L.
« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »
64, rue de Richelieu, Paris 2^e
C.C.P. 6965-68 PARIS

LES ELECTIONS ITALIENNES.

Les élections administratives (correspondant aux élections municipales et cantonales en France) ont montré que, sous les effets de la bonne conjoncture économique, le parti démocrate-chrétien a enlevé une bonne partie des voix des partis monarchiste et néo-fasciste.

Mais les petits partis de la coalition gouvernementale se sont renforcés, notamment le parti socialiste de Saragat. D'autre part, si le P.C. italien et le parti socialiste de Nenni (qui est lié à lui par un pacte d'unité d'action) ensemble ont gagné des voix, le P.C. a perdu quelques % de ses voix.

Quelles peuvent être les conséquences sur le plan politique de ces résultats? Depuis plusieurs mois, Nenni proposait une « ouverture à gauche », c'est-à-dire un rapprochement de l'aile gauche des démocrates-chrétiens et du parti de Saragat avec son parti et le P.C. Les résultats électoraux favorisent incontestablement la tendance à une formule de cet ordre. Le P.C. italien ne serait certainement pas opposé à soutenir un gouvernement reposant sur une telle majorité. Mais les présents résultats électoraux ne suffiront certainement pas à amener la bourgeoisie italienne à procéder à une telle opération politique dès maintenant. Le capitalisme une activité industrielle immense, la présence italienne tient à tirer tous les profits de la conjoncture économique qui, en Italie, comporte avec d'une forte armée industrielle de réserve, ce qui pèse sur la classe ouvrière.

LE 17^e PLENUM DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL

En mai s'est tenue la 17^e session du Comité Exécutif International.

Au premier point de l'ordre du jour se trouvait l'examen du 20^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Le C.E.I. a unanimement apprécié l'importance de la crise du régime bureaucratique en U.R.S.S. et de ses conséquences dans les P.C. Il a adopté l'envoi d'une lettre ouverte aux travailleurs soviétiques, saluant les conquêtes qu'ils ont déjà remportées par leur pression et définissant les objectifs d'un véritable « retour à Lénine ».

Le C.E.I. a ensuite examiné la situation économique et politique en Europe occidentale, et a tout particulièrement porté son attention sur la situation en France et en Espagne.

Il a eu aussi un rapport sur la 3^e conférence des sections d'Amérique latine dont il a salué les travaux.

Le C.E.I. a étudié diverses questions d'organisation, notamment la préparation du 5^e congrès mondial.

Dans le numéro de juin de « Quatrième Internationale » se trouvera un compte rendu détaillé des travaux du 17^e Plenum et des positions politiques qu'il a adoptées.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

Déjà en 1925

« Pour le moral de nos soldats »

(Extrait de « l'Avant-garde », 26 septembre 1925)

« Le Journal des Débats » a ouvert, au début de la guerre du Maroc, une souscription pour soutenir le moral de nos soldats. Elle atteint une somme déjà coquette : près de deux millions.

Mais « Le Journal des Débats », s'il avait eu un peu de clairvoyance, n'aurait pas publié la liste des souscripteurs. Peut-être aurait-il pu faire croire à leur généreuse intention ?

Mais quand on les voit s'étaler tous, il n'y a pas de doute possible.

Aucun ne manque de tous ceux à qui la guerre profite. D'abord, les requins du Maroc, la « Banque française et espagnole » et la « Société des Mines de Bou-Arfa ».

En avant pour la conquête du Rif, nous en retirons sûrement quelque chose, mes petits frères.

Les soldats auront une jambe de bois et les compagnies minières de nouvelles richesses.

Ensuite, ceux que la guerre enrichit. Les « Etablissements Poulenc frères » (produits chimiques), qui doivent fabriquer les explosifs, la « Société anonyme des Acières de France », qui fait des canons, obus, plaques de blindage.

Félix Potin lui-même, avec les sous gagnés sur le singe qui ne sent pas toujours bon, a donné 1.000 balles.

Les « Compagnies de chemins de fer » se sont fendues de 5.000 chacune. Depuis le Maroc, il a fallu transporter beaucoup d'avions et de tanks.

Ça rapporte. « Sir Bosil Zaharoff » y est allé de 10.000. Il a vendu tellement de fusils, aux Anglais, aux Français, aux Turcs, aux Grecs et peut-être même aux Riffains, qu'il pouvait bien se permettre cela.

Et pour la fin, il y a le plus dégueulasse : Produit de la fête du Casino de Deauville : 51.584 francs.

Allez-y les gars, faites-vous casser la figure sans rouspéter surtout.

N'écoutez pas les communistes. Les riches se saignent aux quatre veines pour améliorer votre sort. Ils dansent même en votre honneur, au risque d'attraper un rhume. Ils vous envoient de la gnole pour vous donner du cœur dans les attaques. Ils font tous ces sacrifices pour que la guerre dure.

Ils peuvent bien vous abandonner un os, une petite part de leurs gros bénéfices.

Camarades, ne vous y laissez pas prendre, et faites-les danser pour de bon, puisqu'ils en ont envie.

Lisez

La Vérité des Travailleurs

Un document confus et contradictoire :

La situation française entre dans une étape décisive de son évolution : le développement de la révolution algérienne accentue la tension des rapports entre les classes. La bourgeoisie ne peut plus gouverner comme auparavant, et ses cercles les plus décidés envisagent le recours à l'Etat fort, voire l'appel aux bandes fascistes de Poujade. La classe ouvrière, et, autour d'elle, de larges couches de la population travailleuse se rebellent contre le gouvernement et l'Etat ; la vaste mobilisation populaire contre l'envoi du contingent est le symptôme le plus évident de cette combativité des masses. Une échéance est proche ; et des millions de travailleurs attendent du Parti communiste français l'élaboration d'une politique audacieuse, capable d'apporter à la crise actuelle une solution favorable aux ouvriers et aux paysans, une solution révolutionnaire.

Il devrait normalement revenir au 14^e congrès du P.C.F., qui se tiendra en juillet, le soin d'effectuer l'analyse marxiste de la situation mondiale et nationale et la détermination de la ligne d'intervention révolutionnaire qu'impose la situation actuelle. Il faudrait, pour cela, dresser aussi le bilan de l'activité du P.C.F. au cours des deux années écoulées depuis le 13^e congrès. Le développement et l'échec de la politique « d'union des bons Français » contre la C.E.D., la tactique attentiste adoptée face aux grèves de l'été 1955, les variations de la lutte contre la guerre d'Algérie, l'utilisation des décisions du XX^e congrès avec les conséquences qu'elles ont sur le régime intérieur du Parti, l'appréciation de la politique passée, à l'égard de la Yougoslavie notamment, le développement ou l'éclatement des affaires Marty, Lecœur et Hervé ; autant de problèmes posés par la situation elle-même, autant de questions à propos desquelles les militants communistes exigent une discussion approfondie.

C'est un fait nouveau, en effet, que les membres du Parti aient pris l'initiative de la discussion. Leur opposition à certains aspects de la politique officielle, leur volonté de voir engagé un examen critique de la ligne du Parti se sont manifestés, depuis quelques mois, sous une forme nette et organisée : militants, cellules, sections même ont assiégé le local de la direction de nombreuses lettres de protestation. Et il n'est pas excessif d'affirmer que le tournant amorcé par le Comité Central dans sa réunion du 10 mai est dû essentiellement à la pression de la base.

UN DOCUMENT CONFUS ET CONTRADICTOIRE.

Dans de telles conditions, les thèses, proposées par la direction à la discussion du congrès, revêtent une grande importance. Et les conclusions qu'on peut tirer, après examen de leurs principaux points, n'en sont que plus accablantes pour leurs auteurs. Ce document, en principe destiné à orienter l'activité du Parti pour toute la prochaine période, se caractérise avant tout par ses lacunes : aucune appréciation des tendances de la bourgeoisie, pas d'analyse de la menace poujadiste, rien sur l'état actuel et les perspectives du mouvement ouvrier. Le mot d'ordre de Front Populaire, lancé après le 2 janvier, est relégué au troisième plan sans aucune explication. A côté des vides, les contradictions les plus flagrantes : ainsi, l'Algérie, question « déterminante, dans une large mesure, de la situation française » à la thèse 20, n'est plus qu'une « question particulière à la thèse 37 ; et l'on pourrait multiplier les exemples de cette nature. Quant au bilan d'activité, indispensable à une élaboration correcte, il est inexistant : à quelques concessions partielles, sur l'affaire yougoslave, succède, en lieux et places de l'autocritique tant prônée, une autojustification impudente de toute l'activité du Bureau politique dans la vie intérieure du Parti.

UNE MANŒUVRE DE GRANDE ENVERGURE.

Nul doute que cette carence politique n'exprime le désarroi d'une direction opportuniste face aux événements de grande envergure qui se déroulent en France. Mais une telle constatation ne peut suffire. Les leaders du P.C.F. connaissent parfaitement les réactions des militants ; ils savent que leurs critiques portent sur des points essentiels et qu'au travers d'une discussion générale libre, les diverses

oppositions particulières pourraient se rassembler en une opposition unique, présentant à la direction une LIGNE OPPOSEE.

C'est un tel résultat qu'ils veulent éviter ; c'est ce souci qui guide toutes leurs actions dans la préparation du 14^e congrès. Les thèses que la Direction a rédigées sont, de par leur nature même, susceptibles de gêner, sinon d'empêcher totalement, l'élaboration personnelle des adhérents de base. Comment s'opposer ou proposer des amendements sur tel ou tel point particulier, alors que l'ensemble du texte reste dans l'imprécision sur des problèmes fondamentaux, et que les formulations les plus contradictoires s'y rencontrent ? Le problème qui se pose pratiquement aux opposants est celui de la rédaction d'un autre document qui serait, dans le vote de tous les organismes du Parti, opposé à celui du Comité Central.

L'élaboration d'un pareil texte est longue et difficile pour les militants et les cadres moyens du Parti. Et la direction complète, à l'heure actuelle, sa manœuvre en cherchant à isoler les éléments les plus politisés, les plus aptes à cette élaboration. Ainsi l'opération de diversion entreprise autour de la question du « néo-malthusianisme » n'a pas d'autre objet que d'opposer les intellectuels, qui ont mené le combat le plus vigoureux sur ce problème aux ouvriers. On tente de minimiser les problèmes que posent les intellectuels, afin d'éviter la discussion sur les conséquences générales de ces problèmes. De la même façon, des Fédérations de province ont été réunies hâtivement aussitôt après la discussion des thèses, elles ont adopté « unanimement » la ligne du C.C., plaçant ainsi les Fédérations où la vie politique est plus active (celles de Paris par exemple), devant le fait accompli de leur approbation. En bref, tout est mis en œuvre pour minimiser l'importance de l'opposition.

Dans de telles conditions, une tâche importante est d'aider les militants communistes à faire triompher la démocratie dans le P.C.F. Cela ne peut être envisagé qu'au prix d'une rupture avec les traditions, rupture dont la manifestation la plus éclatante serait, il faut le répéter, l'opposition d'une autre ligne à la ligne du Bureau politique. La critique des conceptions impliquées dans les thèses du P.C.F. ne peut qu'aider à la réalisation de cet objectif.

DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE A L'IMMOBILISME.

Les « problèmes de politique » extérieure occupent une place de choix dans les thèses, puisque deux sections entières leur sont consacrées. L'idée maîtresse qui les guide est contenue dans la thèse 12, « ... il est apparu dans le monde des conditions nouvelles qui modifient profondément le rapport entre les forces impérialistes et les forces de paix ».

L'analyse de ces conditions nouvelles occupe, de la thèse 13 à la thèse 19, un long passage ; l'accent est mis à peu près uniquement, sur les rapports diplomatiques entre Etats. Les révolutions des pays coloniaux, les luttes de classes des pays d'Europe sont abordées dans la seule mesure où elles ont servi « la cause de la paix » (thèses 15 et 16). En dehors de cela, aucune étude du RAPPORT DE FORCES ENTRE LES CLASSES A L'ECHELLE MONDIALE. Il est pourtant évident que les rapports entre Etats sont déterminés, plus ou moins directement, par l'évolution des relations entre la bourgeoisie et les masses dans le monde entier. L'actuelle « détente », et les conflits secondaires entre impérialismes qu'elle met en évidence est le produit direct de la vague révolutionnaire qui, du triomphe de la révolution chinoise aux premières victoires de la révolution algérienne, a porté des coups décisifs à la domination de classe du capitalisme international. Dans les pays atteints par elle, c'est la transformation révolutionnaire de la société qui est à l'ordre du jour et non une vague indépendance politique.

Il ne s'agit pas là d'une querelle de détail, car, du manque de profondeur de l'analyse à laquelle se livrent les thèses, découle directement un ensemble de conceptions erronées. La thèse 22 explique ainsi que « la coexistence des deux systèmes est une étape inévitable de l'histoire de l'humanité ». La conjoncture actuelle étant idéalement prolongée de

cette façon, le problème des possibilités de guerre est laissé en suspens : « ... le danger n'est pas exclu que les milieux impérialistes les plus agressifs se lancent dans des aventures militaires » et, deux lignes plus loin, la même thèse 22 affirme : « ... il existe... des forces politiques et sociales assez puissantes pour empêcher les impérialistes de déclencher la guerre ». A la lumière de ce brillant exposé, on pourrait arriver à symboliser la situation internationale par une balance, à l'heure actuelle à l'état d'équilibre. La tâche des communistes serait de maintenir cet équilibre — ce qui, en pratique, signifie que leur tâche essentielle est de faire pression sur le gouvernement français pour qu'il adopte une politique de détente. L'approbation des simples déclarations de Mollet et Pineau (thèse 19), le programme modéré proposé à la thèse 23 montrent la réalité des conceptions de la direction du P.C.

Au contraire, une analyse de classe de la montée révolutionnaire mondiale permet de comprendre que la détente internationale actuelle, due en partie à une conjoncture économique favorable au capitalisme, ne saurait changer les objectifs fondamentaux de l'impérialisme. Ce dernier a conscience que les victoires de la révolution coloniale portent en germe la destruction du capitalisme dans tous les pays. Il doit réagir contre cette menace, rétablir aussi sa stabilité en regagnant tout ou partie des marchés perdus en Asie ou en Europe orientale : UNE GUERRE GENERALE CONTRE TOUTES LES FORCES OPPOSEES AU CAPITALISME EST, en dernière analyse, la seule solution pour lui. C'est elle qu'il envisage, quelles que soient les variations conjoncturelles. Contre la préparation à la guerre, la lutte doit être permanente. Elle ne peut se borner au soutien d'offensives diplomatiques, quelque justifiées qu'elles soient ; elle doit prendre les formes d'une offensive ouvrière contre les bases du capitalisme. Et les mots d'ordre de cette offensive sont :

RETRAIT DES PACTES MILITAIRES,

INDEPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX.

En les ignorant, le P.C.F. fixe à son action les bornes de l'immobilisme. Sa politique algérienne le montre.

Vers le 20 Juin par de Juin de QUATRIÈME IN

Ce numéro, comme le précédent, sera largement consacré aux événements d'U.R.S.S. Il comportera un article « De Bernstein à Khrouchtchev » relatif aux « voies nouvelles du socialisme » ; un article sur les apologistes du tournant, examinant les « arguments » des Courtade ... ; un article étudiant les positions de tous ceux qui, sur la question de l'U.R.S.S., avaient défendu des positions opposées à celles de la IV^e Internationale.

« Quatrième Internationale » contiendra aussi un article inédit en français de Léon Trotsky intitulé « Le testament de Lénine », écrit en 1932.

A l'occasion du 20^e anniversaire du déclenchement de la guerre civile en Espagne, un article rappellera l'histoire de la révolution espagnole.

es thèses pour le 14^{ème} congrès du P.C.F.

ALGERIE : FAIT NATIONAL OU INDEPENDANCE ?

La thèse 20, consacrée aux questions coloniales, est dominée tout entière par le paragraphe qui explique que, par sa politique de guerre et de répression, « le gouvernement ne sert pas l'intérêt national ».

De quel intérêt national s'agit-il ? Dans cette guerre, la bourgeoisie seule trouve son compte. Quant à la classe ouvrière et au peuple, ils n'y ont aucun intérêt. Au contraire, des liens profonds les unissent aux combattants algériens. Chaque victoire de ceux-ci affaiblit la domination bourgeoise en France et rapproche l'heure de l'expropriation des capitalistes français, qui seule peut apporter une solution durable et réelle à leurs difficultés. Aussi, le problème est-il de lutter pour la réalisation des aspirations du mouvement national algérien.

En maintenant, même de façon ambiguë, le mythe d'un « intérêt national » français, en reprenant la formule douteuse de « reconnaissance du fait national algérien » qui laisse la porte ouverte à toutes les hypocrites solutions fédéralistes, la direction du P.C.F. trouvera peut-être l'alliance avec certaines couches petites bourgeoises ou bourgeoises. Mais elle renonce à développer vraiment l'opposition à la sale guerre. C'est seulement en posant le problème de l'indépendance algérienne et donc d'une lutte de classe contre la bourgeoisie colonialiste que l'on peut mettre au point les mesures concrètes susceptibles d'approfondir et de généraliser la lutte SPONTANEMENT DECLENCHEE DANS TOUT LE PAYS. « L'Humanité », à l'heure actuelle, se borne à enregistrer les luttes, sans leur proposer de perspectives et de mots d'ordre. Elle donne, par la négative, la confirmation de la justesse du mot d'ordre d'indépendance pour l'Algérie.

UNION FRANÇAISE - UNION PRISON.

L'aboutissement normal de ces conceptions « anti-colonialistes » est la reprise, dans la thèse 21, du mot d'ordre d'Union Française. Pendant toute une

période, la presse du P.C.F. a dénoncé, fort correctement, cette « formule hypocrite », pour reprendre les termes de M. Thorez au 12^{ème} congrès. Au moment de la lutte contre la C.E.D., plusieurs articles avaient été consacrés à la question des Etats-Unis d'Europe, expliquant justement d'après Lénine que l'on ne peut envisager aucune union réelle entre deux ou plusieurs pays tant que n'ont pas été détruits les rapports capitalistes de production.

Tout ceci est maintenant oublié par les dirigeants. Mais les militants s'en souviennent. Sans doute est-ce pour cela que le terme de « véritable » est dérisoirement accolé à celui d'Union Française. Mais quels rapports vraiment égalitaires peuvent exister entre deux pays, unis par des années d'exploitation colonialiste, tant que l'un n'a pas acquis son indépendance totale et l'autre réalisé l'expropriation de sa bourgeoisie nationale ?

LES CONDITIONS D'UNE POLITIQUE ETRANGERE DE CLASSE.

Si l'on veut conclure cette analyse de la politique internationale que se fixe la direction du P.C.F., on arrive à constater que, malgré les exclusions et les insultes, les leaders communistes se rallient en fait aux positions de P. Hervé. Celui-ci propose l'ajournement de la lutte révolutionnaire et la cessation, à n'importe quel prix, de la guerre d'Algérie, dans le souci de maintenir la coexistence pacifique. Font-ils autre chose ceux qui, dans un document de congrès, s'abstiennent d'inciter les masses à lutter contre les plans militaires de l'impérialisme et l'indépendance des colonies, ceux qui fixent aux communistes la tâche d'imposer au gouvernement une politique extérieure réformée dans le sens de la « détente », au lieu de les inciter à lutter, à la tête des masses, POUR UN GOUVERNEMENT NOUVEAU, POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS, SEUL SUSCEPTIBLE D'APPORTER UNE MODIFICATION DE FOND A LA POLITIQUE DU PAYS.

LES DESSOUS DE LA « GRANDEUR NATIONALE ».

Il serait injuste, toutefois, de dire que les thèses n'offrent AUCUNE perspective. Elles offrent en fait la perspective d'UNE POLITIQUE DE GRANDEUR NATIONALE. Il n'y a pas là de nouveauté. En fait, la lutte pour l'indépendance nationale draine, depuis des années, les vastes ressources matérielles et les maigres possibilités théoriques de l'équipe dirigeante du P.C.F. L'exemple du combat contre la C.E.D. montre que cette lutte implique l'alliance avec tous les patriotes, fussent-ils patrons de combat ou généraux colonialistes. Avec qui la direction du P.C.F. envisage-t-elle cette lutte, à l'étape actuelle de crise de la bourgeoisie ? Ses thèses ne le précisent pas. Mais la nature modérée de leur programme de politique extérieure, leurs perspectives de développement de la production, sans modifications de structure, leur analyse du « malthusianisme » de la bourgeoisie française qui fait silence sur les perspectives précises de réorganisation de la production qu'ont certains secteurs du grand capital : tout cela, en maintenant dans l'ombre la critique des conceptions bourgeoises et le développement des perspectives économiques de la classe ouvrière, laisse ouverte la possibilité d'alliance avec l'aide de la bourgeoisie qui soutient Mendès-France et les radicaux.

LE FRONT UNIQUE AUTOUR DU GOUVERNEMENT.

En tout état de cause, si elles réservent l'avenir « national », les thèses sont beaucoup plus explicites sur la question de l'unité. Et, de prime abord, il semblerait qu'il y ait là, pour les militants communistes, matière à satisfaction. Le Front Unique communiste-socialiste, voilà une politique de classe. Certes ! Encore faut-il que ses méthodes et ses objectifs aient eux aussi un caractère de classe !

Or, comment la direction du P.C.F. conçoit-elle l'unité ? Sa pratique, lors du vote des pouvoirs spéciaux tout particulièrement, et le silence des thèses sur les analyses ou les mots d'ordre qui pourraient impliquer une lutte contre le gouvernement le montrent : pour le Bureau politique, le Front unique consiste à ne pas rompre avec la S.F.I.O., et puisque celle-ci est au gouvernement, le meilleur moyen est de ne pas entraver la politique de ce dernier. Il est très significatif que les thèses fassent le silence sur les luttes ouvrières ; car, à l'étape actuelle, les revendications les plus élémentaires de la classe ou-

vière, en matière de salaires, de prix ou de durée de travail, ne peuvent être défendues efficacement que par une lutte générale contre la bourgeoisie et contre le gouvernement, qui la défend, en truquant, par exemple, l'indice des prix.

Mais la confirmation de cette politique, on la trouve dans la thèse 37, qui théorise cyniquement le vote des pouvoirs spéciaux par le groupe parlementaire. L'abandon des principes, l'aide objective à la répression colonialiste sont passées sous silence puisque « les possibilités d'unité » ont été maintenues. Et cette thèse éclaire d'un jour sinistre le « Front populaire » réclamé par la direction : il s'agirait de la participation à un gouvernement indépendamment de son programme, pourvu que la S.F.I.O. soit présente.

FRONT UNIQUE POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS.

« Le Front Unique, c'est l'action et l'organisation de l'action », a dit M. Thorez en un jour lointain. A l'heure actuelle, l'action pour la défense des intérêts des travailleurs consiste à entraîner les masses :

- A LA LUTTE POUR LA FIN DE LA GUERRE ET LE DROIT DU PEUPLE ALGERIEN ET DES AUTRES PEUPLES COLONISES A DISPOSER D'EUX-MEMES ;
- A LA LUTTE POUR LA REALISATION DES REVENDICATIONS ECONOMIQUES DES TRAVAILLEURS, CE QUI IMPLIQUE UNE SERIE DE NATIONALISATIONS DANS LES SECTEURS CLES DE L'ECONOMIE ;
- A LA LUTTE CONTRE LES PLANS MILITAIRES DE L'IMPERIALISME.

Ce sont ces mots d'ordre qui doivent être les mots d'ordre du Front Unique, car ils correspondent aux intérêts des travailleurs. Ce sont eux qui doivent servir à l'élaboration d'un pacte d'unité d'action entre communistes et socialistes.

Ils impliquent une lutte implacable contre la bourgeoisie. Aussi faut-il préciser qu'ils ne pourront être mis en application que par un GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS, communistes et socialistes. Et c'est la perspective de ce gouvernement qui doit être ouverte à l'occasion de chaque lutte partielle.

LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME.

Un tel gouvernement, dans sa lutte anti-capitaliste, serait amené à briser la résistance de la bourgeoisie, en faisant appel aux masses. Dans le cours de sa lutte, de nouvelles tâches, d'une ampleur considérable, se poseraient à lui : les tâches de l'expropriation définitive de la bourgeoisie. C'est par une lutte pour un gouvernement de ce type que l'on peut poser sur une base correcte le problème des « voies du socialisme ».

Pour les thèses, le problème est réglé : la classe ouvrière instaurera en France le socialisme, par la voie pacifique, en s'emparant de la majorité parlementaire (thèse 26). Toute une série « d'arguments » sont développés à l'appui de cette thèse. Tous ignorent malheureusement le problème essentiel, posé par Lénine : la révolution socialiste, c'est avant tout LA DESTRUCTION DE L'APPAREIL D'ETAT de la bourgeoisie et son remplacement par un Etat de dictature du prolétariat, basé sur la mobilisation de la classe ouvrière. La tâche des communistes consiste à tout mettre en œuvre pour développer l'initiative des masses, et, à chaque échelon, dans chaque rouage de l'appareil d'Etat, remplacer la vieille machine par les organismes nouveaux nés de la lutte des travailleurs. Et cela n'est possible que si la bataille est menée par les plus larges couches du prolétariat, dans chaque usine et chaque quartier, et non seulement dans le cadre du Parlement.

Est-ce à dire que ce dernier ne joue aucun rôle dans cette lutte. Absolument pas ! Mais le rôle qu'il joue est subordonné à la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat. L'éventuelle conquête d'une majorité parlementaire ne résoudrait en aucun cas le problème de la destruction de l'appareil d'Etat, avec la mobilisation et la lutte de masse que cela suppose.

La thèse 28 apporte, par rapport aux déclarations de Khrouchtchev, un élément nouveau, qui est sans doute destiné à justifier le choix de la « voie parlementaire et pacifique ». Selon cette thèse, le peuple de France serait, par tradition, attaché aux libertés démocratiques et parlementaires. Que la lutte pour ces libertés ait occupé une place importante dans l'histoire de France, qui le nierait. Est-ce à dire, pour

J. ROBLIN

(Suite en dernière page)

paraîtra le numéro
la Revue
INTERNATIONALE

Au sommaire se trouvent également : un article sur la position du marxisme en face de la question du mariage, de la femme et des enfants, relevant entre autre les erreurs commises par Thorez-Vermeersch ; la rubrique des livres, dont un compte rendu du remarquable livre de Buttinger « Le précédent autrichien » ; celle des documents, dont d'importants extraits des résolutions de l'Internationale communiste sur les voies du socialisme, ainsi que la lettre de la IV^e Internationale aux travailleurs soviétiques ; et les informations sur le mouvement ouvrier et l'Internationale.

Commandez dès maintenant ce numéro. Abonnez-vous à la revue.

Le numéro : 150 francs. L'abonnement des 4 numéros d'une année : 500 francs. C.C.P. P. Frank, 64, rue de Richelieu, 12648-46 Paris.

DANS LES MINES, LES CHANTIERS, LES CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE,

Saint-Nazaire

La cité révolutionnaire de Saint-Nazaire aura montré ce dont elle est capable, ce n'est pas la première fois.

Les C.R.S. qu'on dirige sur Saint-Nazaire savent qu'ils montent vers un secteur « exposé » du front de la lutte de classe.

Autre chose donc, que des pétitions et des délégations.

Les choses se font en grand, ici.

Le Comité nazairien pour la paix en Algérie a appelé l'ensemble des travailleurs à débrayer et à assister à un meeting, le 28 mai. Mais ceux-ci ont sans doute trouvé que c'était un peu limité et timide et se sont chargés de donner une autre tournure à la manifestation.

Dès 10 heures du matin, le travail cesse, les métallos, les dockers, le bâtiment. Les premiers se rassemblent sur la terre-plein de Penhoët, les autres se rendent à la Bourse du travail où ils retrouvent des travailleurs de l'électricité et du gaz de France, les instituteurs, employés de la Sécurité sociale, etc.

On demande aux travailleurs d'exiger la négociation, ils veulent bien, mais ils veulent faire arrêter la guerre eux-mêmes.

« Ce matin, des jeunes doivent partir. C'est à la gare qu'il faut aller. » La volonté des travailleurs se matérialise, un cortège volontaire investit la place de la Gare. Les deux meetings se retrouvent, comme par hasard, les métallos arrivent après, 6.000 d'un coup, ça fait du bruit, c'est un enthousiasme indescriptible.

D'importantes forces de police sont sur place depuis longtemps, mais se tiennent tranquilles.

Les événements se précipitent. Les rappelés arrivent, les travailleurs pénètrent avec eux dans la gare.

Les michelines arrivent, aussitôt, la population descend sur les voies. Les flics commencent à se mouvoir. 8.000 travailleurs contre 1.500 policiers armés. Les C.R.S. chargent. Les travailleurs abandonnent les michelines, mais emmènent les rappelés qui, en tête du cortège qui se forme, commencent à défiler en ville. Les C.R.S. chargent au clairon, puis ils lancent des grenades lacrymogènes, mais ils ont mal calculé le vent et ils prennent tout dans le nez, c'est la débâcle.

Une immense clameur permanente « Paix en Algérie! ».

L'« Internationale » retentit. Sept manifestants sont arrêtés, le cortège retourne à la gare et exige leur libération, ce qui est fait sur-le-champ, sans que les flics discutent longtemps. Toute la population est dans la rue, ménagères, travailleurs et soldats. Si ça se passait partout dans le pays, le même jour, la réaction ne ferait pas de vieux os. Ce n'est que dans l'après-midi que le convoi peut partir et presque vide.

CORRESPONDANT

Chez les Dockers

kers contre les guerres colonialistes, les dockers de Rouen ont refusé de charger 100 tonnes de matériel de guerre à destination de l'Algérie et ont cessé le travail sur le navire « Cap Blanc ».

Le 17 mai, ils ont à nouveau débrayé et refusé de charger 80 tonnes de matériel de guerre sur le « Cap Guir ».

Les pouvoirs publics menacent les dockers de sanctions et voudraient supprimer les cartes professionnelles à ceux qui ont participé aux mouvements.

La Fédération des Ports et Docks fait appel à tous les syndicats de dockers de tous les ports pour qu'ils se déclarent solidaires de l'action des dockers de Rouen et qu'ils le manifestent par tous les moyens en leur pouvoir.

Firminy

Une fois que c'est parti, ça roule. Le tout a été d'ébranler la passivité des dirigeants de la C.G.T. et du P.C.

Il y a deux mois, lors des premiers rappels dans les aciéries, les jeunes avaient dû se battre pour obtenir qu'on organise un débrayage, c'était soi-disant pas mûr. C'avait été un succès complet.

Depuis on a franchi un nouveau pas. Jeudi 31 mai, tout Firminy a débrayé dès le matin à l'appel du Comité local pour la paix immédiate en Algérie.

Toutes les usines, dans la Grand-Rue, c'est un immense cortège, avec les pancartes.

Les jeunes sont devant avec leurs banderoles, on sent que c'est leur affaire et qu'il vaut mieux qu'il n'y ait pas d'obstacle.

Un immense meeting s'est tenu devant la Bourse du travail. Il n'y avait pas de forces de police. Les mineurs de Cambefort, dans la région, ont fait grève 24 heures. Des résolutions ont été adoptées en vue d'intensifier la lutte contre la guerre.

CORRESPONDANT

Partout les manifestations de masse s'intensifient dans les usines et dans le pays :

- Chez Renault,
- à l'Alstom, Saint-Ouen,
- au Havre, etc.

Les masses, PAR LEUR ACTION, exigent que les grandes organisations les entraînent dans la LUTTE GÉNÉRALE UNIE.

LES MILITANTS DE CES ORGANISATIONS L'IMPOSERONT A LEURS DIRECTIONS.

Grenoble

Le 18 mai, à Grenoble, journée de lutte extrêmement brutale, haut fait d'armes contre le gouvernement réactionnaire.

Le Comité de jeunes pour l'arrêt de la guerre en Afrique du Nord avait appelé la population à venir manifester place de la Gare, au passage d'un train de rappelés.

Depuis des heures, les rues alentour étaient bondées de camions de gardes-mobiles, on pouvait penser que ça allait chauffer.

A 18 heures la place était noire de monde.

La gare était tellement gardée qu'il était impossible d'y rentrer, mais il fallait empêcher le train de partir. Or, un peu plus loin, il y avait un passage à niveau. Toute la manifestation s'y précipita. Il y avait aussi des C.R.S., mais en nombre insuffisant.

Ils résistèrent le mieux qu'ils purent. Les manifestants firent connaissance avec les grenades lacrymogènes, mais ça ne fait pas reculer les travailleurs. Au lieu de ça, les gardes-mobiles reçurent une volée de projectiles divers. Ça se battait aussi dans la ville autour de la gare. Un dépôt de matériel pour la réparation des voies alimenta les manifestants en munitions et servit quelque peu à obstruer les rails. Cela dura jusque tard dans la nuit. Le train de rappelés ne partit pas, mais aussi toute autre circulation fut interrompue. Le rapide Gênes-Vintimille dut être détourné.

Une vingtaine de manifestants ont été blessés, mais une vingtaine de C.R.S. sont hors service.

La répression cherche à se venger, trois manifestants sont poursuivis et incarcérés. Le préfet de l'Isère a fait ouvrir une information contre le « Comité de Jeunes », la Fédération communiste de l'Isère et l'Union départementale C.G.T. pour « provocation à attrouperment et manifestation interdite ». Une deuxième information est également ouverte « contre X... » pour « sabotages ».

Il faut défendre et faire libérer les jeunes et les militants ouvriers qui sont poursuivis.

CORRESPONDANT

Le rappel de plusieurs classes de disponibles a suffi pour secouer la torpeur qui s'était manifestée après le vote des pouvoirs spéciaux par les partis ouvriers.

Sans tenir compte de la répression qui pourrait s'abattre sur eux, les jeunes rappelés manifestent une combativité exemplaire, bloquant les trains, descendant sur les voies, faisant appel au soutien de la population, ils sortent des gares et s'en vont clamer dans les rues leurs mots d'ordre : « Pas de départ pour l'Algérie! » « La quille! » « Arrêt de la guerre d'Algérie, retour du contingent en France! »

Dans les casernes, une atmosphère extraordinaire règne, sortant sans permission, refusant d'obéir à leurs officiers, qui eux-mêmes n'osent pas leur opposer de résistance, les jeunes font pratiquement ce qu'ils veulent et c'est bien souvent qu'à la sortie des usines ils vont retrouver leurs cama-

Chausson

Une grande entreprise comme les usines Chausson ne pouvait pas en rester au stade des petits débrayages et pétitions contre la guerre d'Algérie.

Depuis longtemps, les jeunes, organisés en plusieurs comités, avaient manifesté le désir de faire lever toute l'usine contre le départ des rappelés. Plus de 400 jeunes sont ainsi touchés par la sale guerre.

Le jeudi 17 mai au matin, les jeunes du Comité distribuent des tracts aux portes des usines de Gennevilliers. Ils appellent à un meeting contre la guerre, dans la rue à midi.

La diffusion avait à peine commencé que la police arrive et enlève un jeune ouvrier avec ses tracts, c'était à la première heure et peu de monde était arrivé.

Dans la matinée une délégation de travailleurs allèrent au commissariat exiger la libération de leur camarade. Ce qui fut fait. Pendant ce temps, la nouvelle faisait rapidement le tour de l'usine.

A midi, ce n'était pas un, mais des meetings partout, dans les ateliers, qui alertaient les travailleurs; la décision fut prise d'aller voir, le soir, les élus socialistes de Gennevilliers.

Jamais il n'y avait eu autant de monde au meeting général qui se tint dans la rue, entre les deux usines. Les flics avertis par la direction, arrivèrent en masse, mais se tinrent coi pendant tout le meeting. C'est après la fin, au moment où presque tous les travailleurs étaient entrés, qu'il n'en restait plus qu'une centaine devant la porte et alentour, que les flics chargèrent ils frappèrent comme des brutes, poursuivant des ouvriers jusque dans la cour de l'usine.

Ah! qu'est-ce qu'ils avaient fait là. La riposte ne se fit pas attendre, les ateliers se vidèrent. Les caisses de boulongs aussi, on vit passer des briques, des bouteilles, quelques extincteurs. Ce fut vite réglé. Mais il y avait cinq ouvriers blessés, dont un qui prit la direction de l'hôpital.

Des forces de police incroyables stationnaient autour des usines. Le travail ne reprit pas.

Les mensuels téléphonèrent à la direction pour lui dire qu'ils ne travailleraient pas avec les flics à la porte. Ceux-ci furent camouflés plus tard dans les rues voisines. La journée se passa sur le qui-vive.

Le lendemain, un tract mettait les travailleurs au courant des événements, mais aucune décision ne fut prise.

A midi, des forces de répression cernèrent les usines comme la veille. Des tentatives de débrayages eurent lieu, d'autres débrayèrent puis reprirent le boulot. Les travailleurs attendaient un mot d'ordre qui ne vint pas. Motif de certains dirigeants syndicaux: « C'était la veille du lundi de Pentecôte, et pour que celui-ci soit payé, il fallait faire la journée complète la veille ».

Les travailleurs, eux, ne pensaient même plus à ça ce jour là!

A Asnières, le même jour, un important meeting se tint dans la rue, surveillé de loin par la police, un débrayage eut lieu pour protester contre les incidents de Gennevilliers.

En 24 heures, la situation avait changé dans l'entreprise, tous les travailleurs étaient mobilisés. Quelle chance de succès il y avait pour une action d'envergure!

(Suite en dernière page)

USINES, LES CASERNES ET LES CHAMPS

LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

rades de travail pour se retremper dans l'ambiance familière.

Les femmes, les mères envahissent la cour des casernes, protestant énergiquement contre le rappel de leurs fils ou maris et les officiers en entendent suffisamment pour comprendre qu'ils n'ont pas intérêt à faire les « G. d. V. »

Parallèlement à la lutte des jeunes rappelés, les travailleurs se mobilisent, dans tout le pays les actions les plus diverses sont menées contre la guerre d'Algérie. Les pétitions, les délégations, les résolutions cèdent le pas à des actions plus importantes, les chocs avec la police ne font pas reculer la classe ouvrière ; animées d'une résolution farouche, conscientes de leur force, les masses rachètent les trahisons commises par leurs organisations traditionnelles envers le peuple algérien, participant au plus grand mouvement d'opposition à une guerre colonialiste qui ait jamais eu lieu en France. Des informations — qu'hier on eut jugées invraisemblables — nous parviennent sur la foraux meetings de masse, aux débrayages, aux manifestations de rues, et que ce soit à Grenoble, à Saint-Nazaire, à Nantes ou ailleurs, mation de maquis de réfractaires en Bretagne, en Dordogne, en Isère et dans le Limousin, la radio a passé un communiqué du gouvernement qui « démentait » ces nouvelles, cependant, il n'y a aucun doute sur le fait que des jeunes se soustraient à l'appel et désertent. « Le Figaro », dont on connaît les sources, a également fait état de ces maquis (pour accuser le P.C. de les former,

ce qui est faux !).

Voilà qui montre quel degré a atteint l'opposition à la guerre d'Algérie de certaines couches de jeunes. Les grandes déclarations solennelles des Bidault, Bourguès-Maunoury et consorts sur l'excellent moral des troupes, sur sa volonté, sa résolution, ne changeront rien au fait qu'il y a effectivement une résolution, une volonté farouche de ces mêmes troupes de ne pas partir faire cette sale guerre.

La lutte contre la guerre d'Algérie a reçu son impulsion par le canal des Comités de Jeunes créés spontanément un peu partout.

Ces comités ont su la plupart du temps entraîner, au-delà des limites que voulaient imposer à leur action les organisations traditionnelles, derrière eux l'ensemble de l'avant-garde ouvrière et mobiliser les travailleurs.

Le rôle des militants révolutionnaires est d'aider au développement de ces comités, de les créer là où ils n'existent pas encore, l'étape actuelle de la lutte contre la guerre d'Algérie réclame l'élargissement de ces comités, leur coordination sur le plan local, sur le plan départemental et sur le plan national, cette coordination nécessaire amènera ainsi une étape plus élevée de la lutte, entraînera des mouvements plus importants susceptibles de faire reculer le gouvernement.

Dans les casernes, des soldats ont pris l'initiative de créer également des comités, ces comités de soldats prendront la liaison

avec les comités de lutte créés sur le plan des localités, ensemble ils formuleront les mots d'ordre capables de rassembler les masses les plus larges, ensemble les comités de soldats et des localités organiseront la défense des militants atteints par la répression, ils pourront s'opposer efficacement à la répression qui ne manquera pas de s'abattre sur les soldats si le mouvement ne parvient pas à vaincre.

« Arrêt de toutes les poursuites, et libération des emprisonnés ! »

« A bas le rappel des disponibles ! »

« Libération immédiate des maintenus ! »

« Retour du contingent en France ! »

« A bas la sale guerre d'Algérie ! »

Voilà les mots d'ordre que les comités de lutte contre la guerre d'Algérie doivent mettre en avant.

Le P.C., la C.G.T. doivent coordonner le mouvement contre la guerre d'Algérie, eux seuls ont les moyens de mener à bonne fin la lutte engagée.

L'abstention vis-à-vis de la politique de guerre du gouvernement n'est pas suffisante, dans le combat actuel il n'y a pas place pour l'abstention mais pour une lutte conséquente, ferme sur les principes, une lutte qui doit conduire à un Front unique de classe et non à un Front unique de fait sur une politique de collaboration de classe. Cette ligne que les militants communistes doivent imposer à leur direction, conduira à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan — P.S.-P.C. — qui libérera définitivement les peuples coloniaux de l'impérialisme français !

Progrès des voix C. G. T. chez Renault

Les élections au comité d'entreprise marquent un bond en avant de la C.G.T. (+ 688 voix) et un recul des syndicats F.O.-C.F.T.C.-S.I.R. coalisés (— 494 voix).

Il faut remonter à 1951 pour trouver un résultat aussi positif.

Dans les commentaires des élections de délégués du 24 avril publiés dans le dernier numéro de notre journal, nous expliquions la perte de 582 voix de la C.G.T., essentiellement par le malaise dans les ateliers, issu de la signature des accords. Cette fois, les autres syndicats se sont coalisés pour obtenir un siège supplémentaire, et ceci par le jeu de la proportionnelle. Ils y ont réussi et possèdent dorénavant deux sièges au Comité d'entreprise. Néanmoins, cette opération électoraliste a soulevé l'indignation des ouvriers. Le sens de classe du scrutin ne leur a pas échappé, et il s'en est fallu de 116 voix pour que la coalition ne réussisse pas sa manœuvre.

Il est peut-être nécessaire d'expliquer le sens de cette manœuvre et pourquoi les ouvriers se sont davantage soudés à la C.G.T. Dans le Comité d'entreprise sortant, la C.G.T. possède la majorité absolue, 7 sièges dont 6 au 1^{er} collège et 1 au 2^e (techniciens et cadres). Les autres syndicats : 4 sièges dont 1 seul au 1^{er} collège et 3 au 2^e.

La direction de l'usine ayant de droit 1 voix, à la suite de ces élections nous nous trouvons avec un Comité d'entreprise sans majorité : 6 à la C.G.T. (5 au 1^{er} collège, 1 au 2^e).

5 à la coalition (2 au 1^{er} collège, 3 au 2^e) + 1 voix direction.

Les syndicats F.O.-C.F.T.C. et S.I.R. ne se sont préoccupés ni d'un programme, ni d'une orientation. Ils ont voulu escamoter sur la voix de la direction, faire pièce à la C.G.T.

Celle-ci était inévitablement amenée à « gau-chir » sa position pour entraîner les ouvriers.

Halte à la guerre d'Algérie et dénonciation des syndicats associés au S.I.R. fasciste, allié des colonialistes pour cette même guerre. Application des 40 heures sans diminution de salaires, etc. C'est un vote de classe contre l'Etat patron, contre les « combinards » du syndicalisme que les ouvriers ont exprimé.

Puisse cette leçon porter ses fruits et confirmer les militants C.G.T. que les ouvriers de chez Renault savent distinguer le langage « lutte de classes » de la « bouillie » et des combines réformistes.

Nouvelles luttes revendicatives

La lutte menée contre la guerre d'Algérie, problème le plus important dans les faits et dans les consciences, tend à faire passer au second plan les mouvements purement économiques de la classe ouvrière. Cependant, dès maintenant, cette guerre qui aura des conséquences de plus en plus importantes sur ce plan, donne un tour nouveau aux actions d'usine.

C'est qu'en effet, les manipulations de l'indice du coût de la vie par Ramadier (diminution du gaz et du saucisson sec...) ne peuvent dissimuler l'augmentation croissante des prix. Les travailleurs savent également que la note de l'Algérie sera soldée par l'impôt et l'inflation, c'est-à-dire par la classe ouvrière, si nous nous laissons faire.

Or, les travailleurs ne veulent pas se laisser faire. Les actions quasi spontanées contre la guerre colonialiste montrent aux militants ouvriers et au premier chef à ceux du Parti communiste, que le rapport de force est en notre faveur, que les bavardages sur la « particularisation », notamment, ne sont plus de saison.

Depuis quelques semaines, les débrayages, grèves pour les salaires, se font plus nombreux, et portent sur des revendications symptomatiques. S'il est prématuré de pronostiquer la vitesse de cette nouvelle vague, il reste que l'on parle de moins en moins des revendications particulières à chaque catégorie, chaque atelier, chaque équipe.

Les actions se coordonnent au fur et à mesure sur des objectifs de plus en plus généraux. Les mouvements des fonctionnaires et d'autres secteurs publics, Radio, Bus parisiens, Office des Céréales, Postes, témoignent d'autant mieux des racines profondes du mouvement qu'ils viennent de couches influencées par le Parti socialiste. Ces actions montrent bien le peu de crédit accordé aux mesures « sociales » du craintif Mollet, par les travailleurs.

Mais d'autres grèves révèlent plus clairement les tendances à la généralisation.

C'est ainsi qu'en quelques jours, les ouvriers des usines Morane à Ossun (Hautes-Pyrénées), et

de la S.N.C.A.S.E. à Toulouse, se mettent en lutte pour LA PARITE DE LEURS SALAIRES AVEC CEUX PRATIQUES DANS LES ETABLISSEMENTS PARISIENS DE LEUR ENTREPRISE. Puis ce sont les métallos de Bordeaux qui débrayent pour la parité avec Toulouse ; le fait est d'autant plus marquant qu'à Bordeaux cette corporation est inactive, sauf exceptions, depuis de longs mois. Même les grèves de Saint-Nazaire et Nantes n'avaient pas provoqué d'action des travailleurs des Chantiers de la Gironde.

Le caractère généralement unitaire de ces luttes, le plus souvent dirigées par des représentants de tous les syndicats, doit être également souligné, l'unité se réalisant le plus souvent sous l'impulsion des militants C.G.T. s'appuyant sur la très profonde aspiration des travailleurs.

Enfin, les revendications acquises il y a quelques mois sont trop modestes pour satisfaire pleinement les travailleurs ; le mécontentement subsiste à Saint-Nazaire, à Nantes, très ouvertement.

Aussi les tâches des militants des syndicats sont-elles claires. Il faut dépasser la « particularisation » en conservant la démocratie, le contact avec les masses qui en sont l'aspect positif, et définir avec les travailleurs les objectifs susceptibles d'entraîner et d'amener à la victoire des millions de prolétaires.

L'attitude positive du syndicat C.G.T. Renault après l'accord sur les 40 heures chez FIAT, ne peut qu'aider les militants, mais il faut :

— pour les 40 heures payées 48,

— pour une augmentation générale des salaires,

mener une authentique campagne, fixer la perspective d'une lutte générale préparée par des actions d'entreprises, de localités, MENEES EXPLICITEMENT DANS LA PERSPECTIVE DE CETTE LUTTE D'ENSEMBLE POUR CES REVENDICATIONS, campagne liée dans l'agitation, la propagande et les faits, à la lutte pour le CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE.

Lucien COLLONGES

(Suite de la page 5)

autant, que les travailleurs français ne sauraient envisager d'autres formes de luttes que les batailles électorales et parlementaires. Il faut un aplomb solide pour affirmer la chose au moment où dans le pays des couches entières du prolétariat et des masses essaient de régler par leurs propres actions les problèmes que le Parlement bourgeois est incapable de résoudre. Il faut, de plus, une ignorance scandaleuse des traditions de lutte de la classe ouvrière française, qui, de juin 36 aux grèves d'août 53, a accumulé une série d'expériences, profondément assimilées, de comités d'usine et de comités populaires.

Là encore, l'erreur commise n'est pas seulement d'ordre théorique. Elle dénote une conception ouvertement opportuniste des perspectives françaises. Ce n'est pas par hasard que la thèse 25 rappelle une citation de Thorez remontant à 1946, sur le développement progressif de la démocratie vers le socialisme, car lorsqu'ils assignent au P.C.F. la tâche de lutter pour la conquête de la majorité parlementaire, sans fixer de programme de classes, sans préciser la nature des tâches révolutionnaires de passage au socialisme, les rédacteurs des thèses n'envisagent pas autre chose qu'une réédition améliorée du gouvernement tripartite de 1946.

POUR UNE DEMOCRATIE REELLE.

C'est parce qu'ils l'ont compris et qu'ils veulent s'opposer à la réédition de cette expérience que les militants demandent, en nombre croissant, la révision de cette conception opportuniste.

Ils n'aboutiront au triomphe de leurs vœux que si est réalisée une démocratie réelle au sein du parti.

L'option des thèses ne saurait agir en ce sens. Elles justifient les pratiques passées de la direction avec un acharnement exemplaire. Chaque affirmation serait à reprendre; et les militants sauront mieux que personne relever tous les aspects scandaleux du régime intérieur du parti. Il faut toutefois souligner nettement que les conceptions du centralisme démocratique en vigueur dans le Parti sont à la base de toutes les déviations de la démocratie interne. Les assemblées du P.C.F. sont très démocratiques, tant que n'y est pas remise en question la ligne décidée par la direction. Quand un opposant se risque à le faire, il est rapidement exclu, sans que ses positions soient connues. Les exemples abondent de ces pratiques; et il est, à ce point de vue symptomatique que, malgré que de nombreux communistes remettent en question TOUS les aspects essentiels de la politique du Parti, aucun n'ait pu présenter de contre-texte dans la discussion préparatoire au congrès.

Au centre des exigences des militants doivent donc se trouver :

1. l'information complète de tout le Parti sur les positions en présence;
2. la possibilité d'élaborer une ligne opposée à celle de la direction et d'amener l'ENSEMBLE du Parti à se prononcer sur elle;
3. la possibilité aux camarades partageant une même opinion de se regrouper dans le Parti;
4. la possibilité pour les tendances ainsi constituées de se faire représenter, proportionnellement à leur force, dans les assemblées et organismes de direction du Parti.

Ainsi était-il pratiqué dans le parti bolchevik, du vivant de Lénine, ainsi que l'ont confirmé eux-mêmes les rédacteurs des « Questions d'Histoire » traitant des discussions qui ont précédé Octobre 1917.

Préparé de cette façon bureaucratique, orienté sur cette politique opportuniste et couarde, le XIV^{ème} congrès du P.C.F. ne peut fondamentalement modifier la situation intérieure du Parti. Mais que la direction ne croit pas assuré son triomphe éternel. Le développement des événements en France, la prise de conscience des militants rapprochent l'heure où elle devra régler les comptes de ses années d'erreur et de trahison. C'est dans cette perspective que les marxistes révolutionnaires doivent aider à la clarification politique et au regroupement organisationnel de l'opposition de gauche dans le P.C.F., dont la croissance et la victoire finale sont impliquées par l'évolution de plus en plus révolutionnaire de la situation mondiale et nationale.

FRONT UNIQUE POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

(Suite de la première page)

coup. Avec l'inflation menaçante, les impôts nouveaux, la montée du coût de la vie, on ne peut poursuivre une guerre dont l'issue est évidente : on ne peut arrêter le mouvement d'indépendance des peuples colonisés; et les votes des députés d'outre-mer, appartenant à des partis bourgeois, est lui aussi significatif.

Dans le monde bourgeois, certains qui comprennent qu'à brève échéance la situation deviendra intenable, songent à se présenter en champions de la paix, contre les socialistes qui ont fait la guerre, et à détourner l'exaspération des petits bourgeois contre le mouvement ouvrier, afin d'instaurer un « Etat fort ». Le danger d'un tel régime (qui, dans les conditions actuelles, ne pourrait durer longtemps), ne peut être négligé, car il ne manquerait pas de frapper lourdement les travailleurs pendant sa brève existence, et doit être combattu par avance énergiquement. Et fort heureusement, les militants du P.S. n'ont pas de réticence à faire le front unique avec les militants communistes quand il s'agit d'imposer le silence aux Tixier-Vignancourt et aux Poujade, et de le faire brutalement.

Mais rien ne serait plus erroné que de se fier à la spontanéité et à la vigueur du mou-

vement des masses. Il faut, pour qu'il l'emporte avec certitude, coordonner les innombrables actions locales en leur ouvrant une perspective. Et il n'est qu'une seule issue possible, c'est celle d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S., reconnaissant le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, s'attaquant aux trusts et aux monopoles, commençant la reconstruction socialiste du pays.

La pression des militants ouvriers commence à s'exercer de plus en plus fortement sur leurs organisations. C'est aussi du côté des organisations que les masses attendent des mots d'ordre, des appels à l'action. Il faut intensifier à l'extrême la pression sur les organisations. Il ne suffit pas de quelques motions dans les Fédérations socialistes ni d'un vote d'abstention du groupe parlementaire communiste. Il faut imposer aux deux directions P.C. et P.S. le FRONT UNIQUE, la préparation de la GREVE GENERALE et la lutte pour le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN. Il faut exiger des CONGRES REGIONAUX ET UN CONGRES NATIONAL DE TOUS LES COMITES D'ACTION (jeunes et adultes) contre la guerre d'Algérie pour appeler à une mobilisation générale des masses qui seule imposera la solution des travailleurs.

CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

(Suite de la page 6)

Après les événements du 17 et 18 mai chez Chausson, les jeunes estimèrent le moment de passer à une étape supérieure. Ils le firent savoir aux organisations syndicales, leur demandant leur appui — seule, la C.G.T. répondit en faisant savoir qu'elle était d'accord pour un débrayage d'une heure dans toute l'usine, mais rien de plus (c'était déjà un pas en avant). Les jeunes firent remarquer qu'il s'agissait là d'un soutien vraiment très conditionnel et qu'eux pensaient que le moment était venu de faire un défilé dans la rue, un meeting réunissant toutes les usines de la localité. On leur rétorqua qu'il n'était pas dit qu'on n'y arriverait pas un jour, mais qu'il était encore trop tôt, et pour le prouver, on trouva des tas d'arguments contre tout mouvement : « Faire ça c'est attirer la bagarre avec les flics ». « Se battre avec les flics, c'est se laisser dévier de notre but ». « C'est nous isoler des masses ». « C'est saboter les chances des actions limitées ».

Les jeunes répondirent : « Oui, mais nous on en a marre des débrayages d'une heure, des délégations et des pétitions, les copains ils ne veulent pas rester dans l'usine, ils veulent aller dans la rue, et puis pourquoi ne pourrait-on pas arrêter tous ensemble dans la région parisienne ? »

Peine perdue, on les a eu au souffle, la décision est maintenue d'un débrayage d'une heure dans chaque usine, mais chacun chez soi.

Le jeudi 25 arrive, des tracts appellent les travailleurs à cesser le travail de 15 à 16 heures. A midi, des prises de parole ont lieu.

A 3 heures, les machines se taisent, les travailleurs, tout naturellement, se portent vers la sortie et occupent la rue.

Tout à coup, une clameur monte derrière les lourdes portes métalliques de l'usine d'en face. Les gars essaient de sortir, mais ils ne peuvent tirer la porte à eux, tandis que, de la rue, il nous suffit de la pousser. C'est l'affaire de quelques minutes, puis c'est une marée humaine qui submerge complètement la chaussée. Des meetings s'improvisent. Les uns essaient de calmer les gars; ils ont fort à faire. Le mouvement est réussi, il fallait prévoir l'orientation à lui donner, prévoir aussi d'en changer au besoin l'orientation.

Au lieu de cela, les dirigeants du P.C. de la localité, affolés, essaient de démobiliser les troupes, de faire rentrer les travailleurs dans l'usine, ils se font rembarquer de verte façon. Ils parviennent presque à leurs fins quand, au bout de la rue apparaissent les cars de flics. La rue se remplit à nouveau. Il y a des travaux dans celle-ci. Un tas de pavés fond rapidement dans des mains prévoyantes. Les manches de pioches s'allègent de leur fer.

Les flics sont loin, à 200 mètres. Nous devons

de notre côté être impressionnants. Les autres s'arrêtent définitivement et nous délèguent trois des leurs pour parlementer.

Les trois flics s'arrêtent à 50 mètres et mettent leurs mains en porte-voix pour nous harranguer. Comme ils reçoivent un flot d'injures, personne ne comprend ce qu'ils disent. Puis un groupe d'ouvriers se porte à leur rencontre pour leur expliquer que ce n'est pas nous qui quitterons la rue les premiers, mais eux, et c'est ce qu'ils font. C'était très reconfortant.

CORRESPONDANT

DANS TOUTE LA FRANCE

« Depuis que nous avons vraiment discuté dans la cellule nous avons discerné nombre de nos erreurs dans l'action actuelle, par exemple sur le problème de la guerre en Algérie.

« Les réactions de la population nous ont surpris. Nous nous sommes trouvés à l'arrière des masses. Palaiseau s'était couvert d'inscriptions « Paix en Algérie ». Il nous a fallu quinze jours pour découvrir qu'un seul camarade, aidé de rapt-Parti. Dès que nous nous sommes montés, les avait faites sans attendre le très, pétitions et journaux à la main, nous avons rencontré un accueil si chaleureux que nous avons compris notre retard. Nous avons aussitôt pris les décisions pour le rattraper. Une franche discussion, approfondie, nous a conduits à l'action efficace. C'est pour cela que nous pensons que la « Tribune de Discussion » doit s'ouvrir aux problèmes principaux qui préoccupent les communistes. »

(Lettre de la cellule de Palaiseau-Humanité du 7-6-1956.)

... LES MILITANTS COMMUNISTES SONT FREINES PAR LA POLITIQUE ERRONEE DE LEUR DIRECTION. PARTOUT IL EST TEMPS QU'ILS DISCUTENT A FOND DES « PROBLEMES PRINCIPAUX QUI LES PREOCCUPENT » (ET QUI SONT CEUX DE LA REALISATION D'UNE ACTION GENERALE CONTRE LA BOURGEOISIE ET POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS), ET QU'ILS OBLIGENT LEUR DIRECTION A ADOPTER UNE LIGNE CONFORME AUX ASPIRATIONS DE LUTTE DES TRAVAILLEURS.